



Jérusalem 2009.

Chères lectrices, Chers lecteurs,

ב"ה

Le 29 janvier 2002, George W. Bush a divisé le monde en deux parties: l'axe du mal, soit l'Iran et la Corée du Nord - et le reste du monde. B. Hussein Obama a aussi partagé le monde en deux camps: les tortionnaires oppresseurs - et les victimes opprimées. Israël a été intégré dans le premier groupe. Cette nouvelle donne, très dangereuse pour l'État juif, ouvre les portes à toutes les formes d'agressions, à commencer par un acte de racisme délibéré: l'exigence du gel des constructions juives en Judée et en Samarie annoncée au Caire en des termes limpides: «*le temps est venu de mettre fin à ces implantations*». A cet égard, rappelons que l'un des piliers de l'apartheid sud-africain était justement l'interdiction du libre choix de résidence pour une partie des citoyens de ce pays. L'administration Obama veut appliquer cette politique aux Juifs israéliens et ce au cœur même de leur État. En plus d'une politique raciste, il s'agit également d'une approche antisémite. La démarche du Président américain peut surprendre alors qu'il s'est rendu spécialement au Ghana pour affirmer sa négritude... mais s'explique en analysant son discours du Caire dans lequel il affirme haut et fort ses affinités avec le monde de l'Islam.

Parallèlement à cette stigmatisation d'Israël, Obama joue la carte de la politique d'ouverture et d'apaisement envers l'Iran. Loin d'accepter ses offres, le régime en place s'en moque ouvertement, brutalise sa population et continue de renforcer son programme de missiles et spatial avec le plus grand succès. Malgré les sanctions internationales, l'Iran a réussi à acquérir toute l'infrastructure nécessaire - experts scientifiques et matériel - pour se doter des missiles *Kadr 1*, d'un rayon de 2'000km, et *Sejil*, d'une portée supérieure, menaçant ainsi l'Europe et tous les pays du Moyen-Orient. L'Iran a transformé ses missiles balistiques en bases de lancements de satellites lui permettant de propulser des armes nucléaires dans l'atmosphère. L'expert israélien en matière de missiles, Uzi Rubin, estime que l'Iran a aujourd'hui la capacité de développer un missile à base de fuel solide d'une portée de 3'600km!

Au vu de ce qui précède, deux questions se posent. Premièrement, que peut faire Israël pour bloquer l'avancée iranienne? Dès que les responsables israéliens estimeront que l'État juif est véritablement menacé directement par l'Iran, il prendra les mesures qui s'imposeront. Israël n'a jamais délégué à autrui sa survie ou sa défense et n'agira pas autrement face au danger iranien. Deuxièmement, que peut et doit faire Israël face à la politique dangereuse de l'administration Obama, largement soutenue par les Européens? Toute une série de réponses ont été apportées dans le discours historique du Premier ministre Benjamin Netanyahu du 14 juin 2009. Le monde n'a retenu que la partie qui lui plaît, à savoir «l'acceptation d'un État palestinien par un Premier ministre israélien issu du camp nationaliste». Or avant d'évoquer cette éventualité (était-ce vraiment nécessaire?), Benjamin Netanyahu a énuméré un certain nombre d'exigences, dont la plus importante est **la reconnaissance publique et catégorique d'Israël en tant que patrie du peuple juif**. En clair, cela signifie la reddition totale et inconditionnelle des Arabes de Palestine et de l'ensemble du monde

arabe. Bref, l'abandon de toutes les doctrines politiques prônées par l'ensemble des États arabes depuis 1948, exclues tant par la violence que par la ruse, et l'acceptation d'une entité politique juive indépendante sur des terres considérées comme étant arabes. En un mot, la fin du conflit.

Pour Benjamin Netanyahu, comme pour tout Juif, il est évident que **Jérusalem n'est pas négociable**, n'en déplaise aux chancelleries occidentales.

Ce n'est qu'après avoir énoncé ces conditions minimales que le Premier ministre a parlé d'une éventuelle entité palestinienne indépendante. Afin d'éviter l'installation d'une base islamiste au cœur d'Israël, cet État ne pourrait exister que démilitarisé et si son espace aérien était sous le contrôle exclusif d'Israël.

Reste la grande question du développement de la vie juive en Judée-Samarie. Là encore, les propos du Premier ministre ont été limpides: «*Nous devons permettre aux habitants de ces localités de mener une vie normale, aux mères et aux pères d'élever leurs enfants comme partout ailleurs. Ils ne sont ni des ennemis du peuple ni de la paix. Ils sont au contraire partie intégrante de notre population...*». Par conséquent, l'existence permanente des localités juives établies ne sera pas remise en question et donc, en Cisjordanie, il n'y aura pas de continuité territoriale reliant les zones contrôlées par l'OLP. Il n'y aura pas de nouvelles expulsions de Juifs et l'essor naturel de la vie ne sera pas étouffé. Bref, le gouvernement israélien refuse catégoriquement de mener une politique d'apartheid contre des Juifs en Israël, quelles que soient les pressions américaines.

Aujourd'hui, il s'agit de savoir si le gouvernement Netanyahu aura le courage de mener à bien ses déclarations fondamentales. En réalité, le Premier ministre s'est lancé dans un acte d'équilibriste périlleux. En évoquant dangereusement le terme tabou «d'État palestinien», il s'est aliéné une partie de son électorat - voire de sa majorité gouvernementale; en refusant d'appliquer une politique raciste à l'égard des Juifs qui veulent vivre en Judée et en Samarie, il s'est mis à dos l'administration américaine qui, curieusement et arbitrairement, a fait de cette question son cheval de bataille pour mettre un terme au conflit du Moyen-Orient. Le Premier ministre dit chercher un compromis. En fait, il gagne du temps.

Il y a un peu plus de 20 ans paraissait le premier volume de *SHALOM*. En 50 éditions, nous avons publié en plusieurs langues environ 1'500 articles exclusifs enrichis de près de 5'000 photos sublimes, relu et corrigé près de 20 millions de caractères typographiques! Il ne s'agit pas de faire une rétrospective historique de ces années, mais une constatation s'impose: au vu de la situation mondiale (islamisation progressive de l'Europe, montée de l'antisémitisme, situation économique instable, etc.), les Juifs du monde entier voient enfin en Israël leur unique planche de salut. L'Israël d'il y a vingt ans et celui d'aujourd'hui sont très différents, bien que certains problèmes fondamentaux subsistent. En 2009, l'État juif est à la fois ultra-moderne et de plus en plus tourné vers ses racines juives. Même dans la Tel-Aviv «laïque», il est devenu «in» de manger casher et de marquer d'une manière ou d'une autre Shabbat et les fêtes.

Israël a tout pour gagner: une population formidable, une armée plus forte que jamais, une économie florissante et un excellent gouvernement puissant et déterminé qui n'est pas prêt à faire des compromis pour continuer à entretenir les illusions établies et maintenues depuis 16 ans par une politique de faiblesse qui a mené aux accords meurtriers d'Oslo et à l'expulsion des Juifs de leurs foyers de Gaza. Il est de notre responsabilité de l'aider à réussir. Pour y parvenir, inspirons-nous du Psaume 27: «*L'Éternel est ma lumière et mon salut: De qui aurais-je crainte? L'Éternel est le soutien de ma vie: Qui redouterais-je?*», qui se termine par ces mots: «*Que ton cœur soit fort et raffermi et espère en l'Éternel*».

C'est dans cet esprit que toute l'équipe de *Shalom* vous souhaite une excellente année.

כתיבה וחתימה טובה תזכו לשנים רבות ישעות ונחמות

Roland S. Süßmann
Rédacteur en chef